



# Une monnaie unique pour l'Afrique?

**Probablement pas, mais un élargissement sélectif  
des unions monétaires existantes pourrait inciter  
les pays à améliorer leurs politiques**

*Paul Masson et Catherine Pattillo*

L'OBJECTIF d'une monnaie africaine commune est depuis longtemps l'un des piliers de l'unité africaine, un symbole du dynamisme qui, l'espèrent ses partisans, émergera des efforts d'intégration du continent. Jusqu'alors en veilleuse, le projet de faire de la création d'une monnaie africaine unique l'un des objectifs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) — établie en 1963 — a retrouvé le devant de la scène en 2001, lorsque les 53 pays membres de l'OUA ont convenu de la remplacer par l'Union africaine (UA); celle-ci a pour mandat non seulement d'assurer, à l'instar de son prédécesseur, l'unité politique et économique du continent, mais aussi de relever les défis de la mondialisation. En août 2003, l'Association des gouverneurs des banques centrales africaines a annoncé qu'elle chercherait à mettre en place une monnaie unique et une banque centrale commune d'ici à 2021.

La stratégie de l'UA repose sur la création préalable d'unions monétaires dans les cinq communautés économiques régionales existantes (voir carte 1). Ces unions régionales constitueraient une étape intermédiaire vers la mise en place d'une banque centrale et d'une monnaie africaines. Une initiative qui a des conséquences économiques et politiques aussi importantes pour l'ensemble du continent mérite d'être examinée de près. Pourtant, très peu d'études ont été consacrées jusqu'à présent au bien-fondé et à la faisabi-

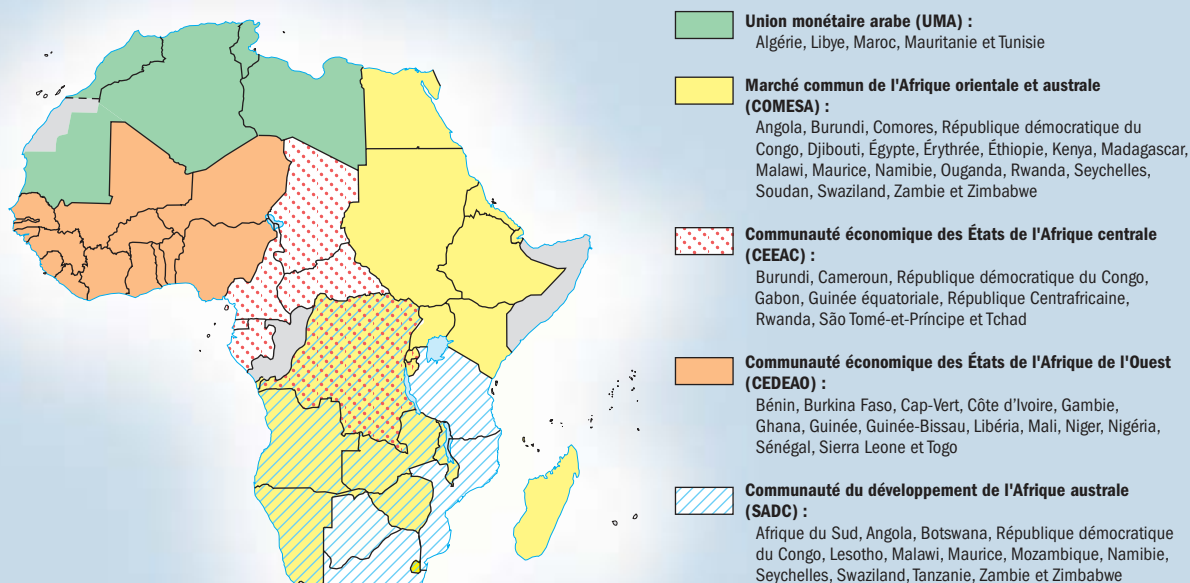
lité d'un tel projet. C'est pourquoi nous en avons entrepris l'évaluation, en nous appuyant sur un modèle unique qui intègre l'idée de l'asymétrie des chocs — les chocs n'ont pas le même impact sur tous les pays d'une union monétaire — et l'absence (due à une médiocre gouvernance) d'institutions capables de mettre la banque centrale à l'abri de pressions en faveur du financement des déficits et de la conduite d'une politique monétaire trop expansionniste. Nos conclusions, présentées dans un livre qui vient d'être publié par la Brookings Institution, remettent fortement en cause la faisabilité et le bien-fondé d'une union monétaire africaine à part entière. Cependant, un élargissement sélectif des unions monétaires existantes pourrait encourager les pays à améliorer leurs politiques (voir carte 2). La mise à profit de la pression de groupe à cet effet est conforme aux principes du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) — adopté en 2001 par les membres de l'UA, avec pour objectifs d'améliorer les politiques économiques, de stimuler la croissance et d'encourager la bonne gouvernance dans les pays africains — et pourrait accroître l'efficacité de ce processus.

## **Pourquoi une union monétaire?**

L'enthousiasme à l'égard d'une union monétaire africaine tient essentiellement à deux facteurs, qui transcendent les objectifs économiques conventionnels d'accélération de la

## Carte 1 Les étapes vers l'union monétaire

Le projet de l'Union africaine, qui vise à former une union monétaire à l'échelle de l'Afrique, repose sur la création préalable d'unions monétaires dans les cinq communautés économiques régionales existantes.



Note : Tous les petits pays insulaires sont présentés en noir. Le Cap-Vert est membre de la CEDEAO. Les Comores font partie du COMESA. Maurice et les Seychelles sont membres à la fois du COMESA et de la SADC. São Tomé-et-Príncipe appartient à la CEEAC.

croissance et de réduction de l'inflation. Premièrement, il est clair que le lancement réussi de l'euro a suscité un regain d'intérêt pour les unions monétaires dans les autres régions. Mais on oublie parfois que le processus a été très long en Europe. En Afrique, les problèmes budgétaires sont bien plus graves et la crédibilité des institutions monétaires est plus fragile. Si la création des institutions nécessaires a été aussi difficile pour des pays riches dotés de services administratifs très compétents qui ont œuvré de concert pendant plus de 50 ans, comment qualifier réalistiquement le défi posé aux pays africains sinon d'énorme?

Deuxièmement, l'union monétaire africaine est motivée par la volonté de contrecarrer ce qui est perçu comme des faiblesses économiques et politiques. Par exemple, les groupements régionaux pourraient aider l'Afrique à négocier des accords commerciaux qui lui sont favorables, à l'échelle mondiale (dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce) ou bilatérale (avec l'Union européenne et les États-Unis). Si l'objectif d'intégration régionale semble fondé, on ne sait pas très bien si la formation d'une union monétaire y contribuerait grandement. Il est à prévoir qu'une monnaie mal gérée et sujette à des dépréciations répétées ne fera pas la fierté de la région ni ne rendra les pays membres influents sur la scène mondiale.

Qu'en disent les ouvrages économiques, qui s'inspirent essentiellement du fameux article écrit par Robert Mundell en 1961 sur la théorie des zones monétaires optimales? En bref, une monnaie unique peut réduire les coûts de transaction de divers types, mais un pays qui renonce à sa monnaie nationale renonce aussi à sa capacité d'utiliser la politique monétaire na-

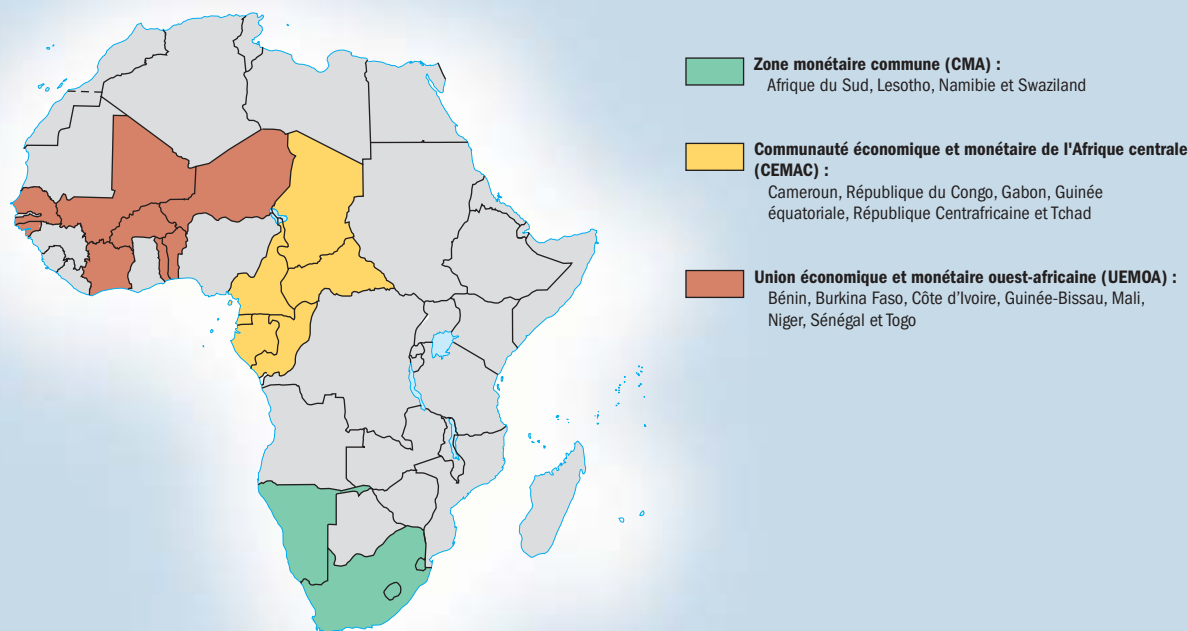
tionale pour réagir à des chocs asymétriques. Il peut réduire au minimum cet inconvénient en assouplissant le fonctionnement de son économie. En d'autres termes, un pays qui renonce à sa souveraineté monétaire peut quand même faire face à ces chocs, essentiellement grâce à la mobilité de la main-d'œuvre, à la flexibilité des salaires et des prix et aux transferts budgétaires. Pour déterminer la probabilité de chocs asymétriques pour un pays, il faut voir dans quelle mesure ses structures de production et d'exportation sont semblables à celles des autres membres de l'union monétaire.

Les pays de la zone euro disposent de moyens de communication et de transport bien meilleurs que les pays africains. Aussi l'Afrique ne peut-elle s'attendre à réaliser les mêmes économies d'échelle, ni à voir les coûts de transaction diminuer autant — même en proportion de son poids économique. La forte spécialisation des pays africains fait que leurs termes de l'échange sont soumis à des chocs considérables, qui souvent ne sont pas liés aux mêmes produits et n'évoluent donc pas tous dans le même sens. Ni les caractéristiques structurelles des économies africaines, ni les outils de politique économique disponibles ne laissent attendre une adaptation facile à ces chocs. La mobilité de la main-d'œuvre dans certaines régions africaines est plus grande qu'en Europe, mais elle reste limitée et demeure un sujet politiquement sensible. Par ailleurs, il existe aujourd'hui peu de possibilités de transferts budgétaires entre pays africains.

Lorsque l'analyse s'applique à l'Europe, il est généralement supposé que les questions relatives à la conception des institutions sont pour l'essentiel résolues. En particulier, les statuts de la banque centrale peuvent interdire à celle-ci de financer

## Carte 2 Les unions monétaires régionales existantes

Un élargissement sélectif des unions monétaires régionales existantes  
– CMA, CEMAC et UEMOA – serait faisable.



Note : La CEMAC et l'UEMOA sont deux sous-zones de la zone franc CFA.

les dépenses publiques. (En Europe, cette interdiction est assurée par une disposition de non-renflouement, qui empêche les banques centrales d'accorder des prêts à l'État et que vient renforcer une tradition d'indépendance de la banque centrale, notamment en Allemagne.) Le principal danger est que la politique budgétaire exerce alors indirectement des pressions sur la politique monétaire, quoique le Pacte de stabilité et de croissance de la zone euro ait cherché à réduire ce danger au minimum. L'efficacité de ce pacte est très controversée — en partie parce que plusieurs pays n'ont pas respecté le plafond fixé au déficit —, mais il n'est pas à craindre dans

### «La création d'une banque centrale régionale pourra-t-elle remédier au manque de crédibilité dont souffrent les banques centrales existantes?»

l'immédiat que l'indépendance de la Banque centrale européenne soit menacée.

En Afrique, cependant, les problèmes institutionnels sont bien plus sérieux. Les banques centrales existantes ne sont en général pas indépendantes, et les pays dotés d'une monnaie qui leur est propre ont souvent enregistré une inflation élevée parce que leur banque centrale a dû financer des déficits publics ou d'autres activités quasi budgétaires. La création

d'une banque centrale régionale pourra-t-elle remédier au manque de crédibilité dont souffrent les banques centrales existantes? Si oui, une banque centrale qui serait plus indépendante et qui ferait régner une plus grande discipline budgétaire que les banques centrales nationales pourrait devenir un «organisme d'encadrement» (l'expression anglaise «agency of restraint» a été créée par Paul Collier, économiste réputé qui a travaillé sur un large éventail de sujets économiques relatifs au développement de l'Afrique). Cependant, l'histoire nous apprend que cet organisme d'encadrement a besoin d'autres piliers institutionnels et n'est pas directement issu de la seule union monétaire.

En fait, l'expérience des deux unions monétaires ou zones de change formelles qui existent depuis longtemps en Afrique — la zone franc CFA (qui comprend deux régions, relevant, l'une, de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et, l'autre, de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)) et la Zone monétaire commune du rand (CMA) — ne révèle pas de corrélation entre l'existence d'une union monétaire et une forte intensification des échanges et de la coordination des politiques au sein d'une région. L'ampleur des échanges intrarégionaux est plus grande que prévu par le modèle de gravité de base dans l'UEMOA et la CMA, mais pas dans la CEMAC. Dans la zone franc CFA, il a fallu la grave crise de la fin des années 80 et du début des années 90 pour que s'engage un effort majeur de coordination aboutissant à la création de nouvelles institutions supranationales. Dans la CMA, l'Afrique du Sud doit à sa taille le pouvoir de déterminer la politique monétaire de la région. Une coordination macroéconomique explicite est moins né-

cessaire parce que les plus petits pays de la zone — Lesotho, Namibie et Swaziland — n'ont pas accès au financement monétaire de la banque centrale sud-africaine.

Pour ce qui est des performances macroéconomiques, si l'inflation a sans nul doute été plus faible dans la zone franc CFA que dans les autres zones monétaires africaines, les résultats en matière de croissance sont inégaux, variant selon la période considérée. Cependant, le succès et l'endurance de la zone s'expliquent aussi en partie par les circonstances particulières de l'appui de la France, notamment la garantie de convertibilité offerte par le Trésor français par le biais du compte d'opérations. En général, les pays de la CMA ont eux aussi enregistré une faible inflation et il y a lieu de penser qu'il y a convergence de leurs revenus par habitant.

### Un modèle unique

Pour évaluer les projets d'union monétaire africaine, nous avons établi un modèle qui intègre l'idée de chocs asymétriques et l'absence d'institutions effectivement capables de mettre la banque centrale à l'abri des pressions en faveur du financement des déficits et de la conduite d'une politique monétaire trop ex-

pansionniste (voir encadré). Les unions monétaires réduisent en effet dans une certaine mesure la tendance à l'expansion monétaire, parce que la fixité du taux de change réduit la possibilité pour tous les pays membres de mener une politique monétaire d'égoïsme sacré. Cependant, la composition de l'union monétaire est cruciale. Un pays ne voudrait pas adhérer à une union dont l'un des membres est confronté à des chocs extérieurs différents — par exemple, sur les termes de l'échange — du moins si ce dernier est d'une taille assez grande pour que cela ait de l'importance. Un pays ne voudrait pas non plus adhérer à une union dont l'un des membres suit une politique budgétaire beaucoup moins rigoureuse, parce que celui-ci encouragerait la banque centrale commune à mener une action conduisant à une inflation plus élevée, avec les conséquences que cela pourrait avoir pour son propre devenir.

Nous cherchons à évaluer la discipline budgétaire en utilisant des indicateurs du développement institutionnel et de l'absence de corruption. Pour les pays africains qui ont leur propre politique monétaire, plus ils sont mal notés pour ce qui est du détournement des dépenses et des impôts à des fins sans rapport avec les besoins sociaux, plus l'inflation y est en

### Un modèle d'union monétaire

Le modèle que nous utilisons pour l'analyse des unions monétaires repose sur les travaux consacrés aux zones monétaires optimales, mais il identifie une autre asymétrie importante : les distorsions politiques qui influent sur les décisions de politique budgétaire. Le modèle met en évidence l'effet monétaire des différences observées entre les pays au niveau des besoins de financement de l'État et des distorsions influant sur la politique budgétaire. Il y est supposé que la banque centrale régionale n'est pas totalement indépendante, mais qu'elle mène la politique monétaire en tenant compte de la situation *moyenne* (y compris des besoins de financement) de la région. En conséquence, des pays qui ne font pas face aux mêmes distorsions budgétaires ne seraient pas des partenaires idéaux pour une union monétaire, parce que l'action de la banque centrale aurait des effets fâcheux pour certains ou la totalité d'entre eux.

Les principaux éléments du modèle (décrits dans Debrun, Masson, and Pattillo, 2002) sont une courbe de Phillips majorée des anticipations et incluant les retombées internationales des politiques monétaires des pays voisins, la contrainte budgétaire de l'État et une fonction objectif présumée pour l'État qui est une fonction linéaire de la hausse de la production et une fonction négative des écarts au carré de l'inflation par rapport à un objectif reflétant les chocs sur l'offre, des dépenses publiques par rapport à l'objectif et des taux d'imposition. L'État exerce un contrôle sur la banque centrale et, dans une union monétaire, celle-ci est censée maximiser une moyenne pondérée (par le PIB relatif) des fonctions objectifs des pays membres, alors que la politique budgétaire reste du ressort de chaque pays. Dans chaque cas, l'État satisfait à la contrainte budgétaire d'une période selon laquelle les dépenses sont à financer soit par l'impôt, soit par la part nationale du financement monétaire.

Une relation essentielle est l'effet des objectifs de dépenses sur l'inflation et l'impôt, une hausse des dépenses devant être

financée par l'une ou par l'autre. Cependant, les objectifs de dépenses ne sont pas observables, et les pays où le revenu par habitant est plus élevé peuvent généralement se permettre d'offrir davantage de services publics, car les recettes et les dépenses augmentent en parallèle, et cette composante ne pose aucun problème d'inflation. Il y a toutefois un deuxième facteur qui tend à accroître les objectifs de dépenses : c'est le fait que les partis au pouvoir cherchent à récompenser leurs partisans — symptôme de « copinage » ou de corruption. Pour mesurer cette composante, nous utilisons des indices de corruption et de développement institutionnel, ainsi que des indicateurs du détournement des dépenses de santé et d'éducation vers des postes moins essentiels.

Dans le processus de calibration du modèle, nous utilisons les données disponibles pour 1995–2000 sur les recettes et les dépenses publiques, ainsi que sur le taux d'inflation de 32 pays africains (voir appendice A de *The Monetary Geography of Africa*, de Masson and Pattillo) pour ajuster le modèle et estimer la valeur de ses paramètres. La comparaison des valeurs obtenues pour les pays dotés de leur propre monnaie et des résultats pour les pays d'une union monétaire aide à saisir l'effet de discipline d'une monnaie commune. Bien que limités par des problèmes statistiques, les résultats de cet exercice vont dans le sens de ceux du modèle. Il existe une corrélation positive et étroite entre l'inflation et le niveau des besoins de financement, et une corrélation négative entre l'inflation et l'ampleur du commerce intra-union. Cette application empirique du modèle à des données rétrospectives nous rend confiants dans son aptitude à jeter de la lumière sur les avantages économiques des projets d'union monétaire.

*Premièrement*, si tous les pays de la région sont identiques et soumis aux mêmes chocs, une union monétaire incluant tous les pays est alors souhaitable pour tous. La perte de l'autonomie monétaire n'entraînerait aucun coût, et tous les pays enregistreraient une inflation plus basse, parce que la banque

général élevée. En effet, ces fonds détournés servent peut-être simplement les intérêts privés de l'équipe au pouvoir, qui tolère la corruption, car elle y voit un moyen de récompenser ses partisans, par exemple.

### Gagnants et perdants

Premièrement, nous nous sommes demandé si la stratégie de l'UA qui consiste à mettre à profit les communautés économiques régionales est une bonne idée, utilisant à cet effet des données rétrospectives récentes sur les communautés qui ont déjà des projets et un calendrier spécifiques. Nous avons adopté deux grands critères de réussite. Les futurs membres doivent juger souhaitable la création de l'union et, si une union monétaire existe déjà, ses membres doivent considérer qu'il est dans leur intérêt d'admettre de nouveaux membres. Ces deux facteurs peuvent être assez restrictifs, à moins que les bienfaits de l'union soient énormes ou que celle-ci suscite un enthousiasme politique considérable, encore que les unions monétaires formées en période d'exubérance ne durent parfois pas longtemps si elles ne produisent pas de réels avantages économiques.



centrale commune ne chercherait pas à stimuler, par une expansion monétaire, la production dans un pays au détriment des autres.

*Deuxièmement*, si les besoins de financement de l'État varient d'un pays à l'autre, les incitations à participer à une union monétaire varieront elles aussi. Les grands dépensiers tireront profit du surcroît de discipline offert par la banque centrale régionale, qui compense en partie la dérive inflationniste de leur banque centrale nationale, alors que les pays peu dépensiers enregistreront des pertes supplémentaires, du fait de la demande excessive de financement monétaire de la part des pays très dépensiers.

*Troisièmement*, l'objectif d'inflation fixé par la banque centrale commune pour l'ensemble de l'union ne tiendra compte que de la composante commune des perturbations de l'offre (celles des termes de l'échange) et cela rend coûteux l'abandon d'une politique monétaire indépendante si les chocs sont très différents d'un pays à l'autre.

Dans la pratique, il ressort de nos calculs que l'asymétrie des chocs sur les termes de l'échange contribue relativement peu aux gains ou pertes nets liés aux différents projets d'union monétaire, l'essentiel étant les différences d'objectifs en matière de dépenses publiques. Les problèmes posés par le projet de monnaie commune au sein de la CEDEAO ont donc trait essentiellement à l'insuffisance de discipline budgétaire de certains pays candidats, en particulier le Nigéria, et un projet de création d'une union monétaire à part entière regroupant tous les pays de la SADC serait compromis par la réticence des pays soucieux de rigueur budgétaire (Afrique du Sud et Botswana, par exemple) à admettre des pays qui ne le sont pas. De même, à l'échelle du continent, les différences de cet ordre entre les régions rendraient probablement une monnaie africaine commune peu attrayante pour certains pays candidats.

La création de la Zone monétaire ouest-africaine (ZMOA) est fixée à juillet 2005 au plus tard et, après fusion avec la partie ouest-africaine de la zone franc CFA (UEMOA), devrait conduire à l'institution d'une monnaie unique pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cependant, le Nigéria sera un partenaire difficile pour le reste de l'Afrique de l'Ouest, car il est beaucoup plus grand, son déficit budgétaire est plus élevé et il n'est en rien

**«L'appartenance de certains pays à plusieurs groupements régionaux — et donc le cumul de leurs engagements — a donné lieu à des doubles emplois et parfois à l'adoption d'objectifs incompatibles dans les initiatives d'intégration régionale en Afrique.»**

adepte de la discipline budgétaire. Par ailleurs, le Nigéria étant un gros exportateur de pétrole, son économie est très différente de celle de ses voisins, qui exportent d'autres produits de base et sont donc sujets à des chocs différents. (En général, la corrélation des chocs sur les termes de l'échange est plus faible entre les pays de l'UEMOA et de la ZMOA, et parmi les pays de la ZMOA, qu'elle ne l'est parmi les pays de l'UEMOA.) En fait, le Nigéria est en mesure d'influer sur la politique monétaire d'une manière que ses partenaires potentiels pourraient juger inacceptable. Selon nos simulations, une union monétaire à part entière entre les pays de la ZMOA ou de la CEDEAO serait peu souhaitable pour la plupart des membres potentiels (tableau 1). En particulier, les pays de la CEDEAO où circule le franc CFA perdraient nettement à inclure le Nigéria dans leur union monétaire, établie de longue date — à moins que, d'une manière ou d'une autre, cette union aille de pair avec une véritable austérité budgétaire au Nigéria.

En Afrique australe, les pays qui font partie de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) ont l'intention de constituer une union monétaire, même si ce projet est beaucoup plus vague et lointain. Bien des membres de cette communauté sont de toute manière très loin d'avoir stabilisé leur situation macroéconomique. Le système financier de la plupart de ces pays est généralement bien moins développé que celui des pays de l'extrême Sud du continent — l'Afrique du Sud et ses voisins immédiats —, et la part des biens manufacturés dans leur production et leurs exportations est faible. La corrélation des chocs sur les termes de l'échange est elle aussi assez faible. Une union monétaire à part entière de tous les pays de cette communauté serait peu souhaitable — en particulier pour les pays qui font déjà partie d'une union monétaire centrée sur le rand (CMA). Cependant, un élargissement sélectif de la CMA pourrait servir les intérêts mutuels des pays membres existants et de certains nouveaux adhérents.



Tableau 1

**Gagnants ou perdants?<sup>1</sup>**

Certaines économies gagneraient, alors que d'autres perdraient à la création des unions monétaires régionales et sous-régionales proposées pour l'Afrique. Une union monétaire à part entière entre les pays de la Zone monétaire ouest-africaine ou les membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest serait peu souhaitable pour la plupart de leurs membres.

	Gagnants	Gros perdants <sup>2</sup>
<b>Marché commun de l'Afrique orientale et australe</b>	Angola, Éthiopie, Malawi, Seychelles, Soudan, Zambie, Zimbabwe	Égypte, Kenya, Madagascar, Maurice, Namibie, Ouganda, Swaziland
<b>Communauté de l'Afrique de l'Est</b>	Kenya	
<b>Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest</b>	Gambie, Ghana, Nigéria, Sierra Leone	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo
<b>Communauté du développement de l'Afrique australe</b>	Angola, Botswana, Rép. dém. du Congo, Malawi, Mozambique, Seychelles, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	Afrique du Sud, Lesotho, Namibie, Swaziland
<b>Zone monétaire ouest-africaine</b>	Nigéria	Gambie, Ghana, Guinée, Sierra Leone

Source : Masson and Pattillo (2004).

<sup>1</sup>L'influence du pays sur la décision est fonction de sa part dans le PIB du groupe.

<sup>2</sup>Perte de bien-être supérieure à 1 % de l'équivalent PIB.

Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), groupe formé de pays de deux régions géographiques, établit lui aussi un projet d'union monétaire. Les disparités entre les pays membres sont à peu près aussi importantes que celles entre les membres de la SADC, et beaucoup de pays sont membres des deux organisations. En fait, l'appartenance de certains pays à plusieurs groupements régionaux à la fois — et donc le cumul de leurs engagements — a donné lieu à des doubles emplois et parfois à l'adoption d'objectifs incompatibles dans les initiatives d'intégration régionale en Afrique. Par exemple, parmi les cinq principales communautés économiques régionales liées à l'UA, dix pays appartiennent à plusieurs communautés à la fois, dont la République démocratique du Congo, qui est membre de trois d'entre elles (voir carte 1). Le COMESA a pour inconvénient supplémentaire de ne pas inclure l'Afrique du Sud, principal pôle de stabilité monétaire de la région. D'après notre modèle, il semble donc qu'une union monétaire à part entière ne soit pas non plus souhaitable pour les membres du COMESA.

En ce qui concerne la possibilité d'une union monétaire plus limitée, le Kenya et l'Ouganda, membres du COMESA, ainsi que la Tanzanie ont l'intention de relancer la zone monétaire commune de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), dissoute en 1977. Cette union monétaire semble avoir de plus grandes chances de succès, même s'il existe aussi un risque d'asymétrie entre les pays, car l'union bénéficierait davantage au Kenya qu'aux autres. (En particulier, les chocs sur les termes de l'échange sont modérément corrélés et n'ont guère d'effet sur les avantages nets de l'union mo-

nétaire.) Par ailleurs, ce projet illustre le problème répandu en Afrique du cumul d'engagements qui ne sont pas nécessairement compatibles.

**Vers une monnaie unique**

La stratégie de l'UA, à savoir la création d'une monnaie africaine commune sur la base d'unions monétaires régionales, est-elle réaliste et souhaitable? Dans notre modèle, nous rationalisons les communautés économiques régionales et éliminons les doubles appartenances en affectant chacun des 39 pays de notre échantillon à une seule communauté. En particulier, le modèle maintient telle quelle la composition de l'Union du Maghreb arabe (UMA), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la CEDEAO. La SADC exclut la République démocratique du Congo (qui n'est membre que de la CEEAC) et la Tanzanie, qui fait partie du COMESA avec ses partenaires de la CAE, le Kenya et l'Ouganda; les autres pays sont membres du COMESA. Il est supposé aussi que l'influence des pays sur la politique monétaire de la banque centrale commune est proportionnelle à leur part du PIB régional. (Enfin, ni l'union monétaire de la CEDEAO, ni les autres ne tirent profit d'un rattachement garanti à l'euro.)

Chaque pays membre d'une communauté économique régionale gagnerait-il à la création d'une monnaie unique, et la prospérité de l'ensemble de la communauté en serait-elle en moyenne plus grande? Si les décisions exigent l'unanimité, le premier cas de figure est le plus pertinent, alors que, s'il est confirmé par les calculs, le second cas semble indiquer qu'il pourrait y avoir des avantages secondaires propres à encourager la participation de tous.

Selon nos simulations, seulement deux des cinq communautés (CEDEAO et COMESA) y gagneraient en moyenne (tableau 2). Il s'agit des régions dont les besoins de financement

**«Face à l'absence de discipline budgétaire et de politique macroéconomique stable dans la plupart des pays, il est essentiel de mettre à profit l'objectif d'union monétaire pour inciter les pays à une plus grande discipline et à une meilleure gouvernance.»**

sont les plus élevés par rapport à leur PIB. En revanche, les régions où la politique budgétaire est plus rigoureuse (UMA, SADC et CEEAC) n'en tireraient en moyenne aucun gain. Au sein de la SADC, l'Afrique du Sud en particulier (avec sa part élevée dans le PIB de la région) enregistrerait dans l'ensemble une perte nette de bien-être. Si l'on additionne les gains nets (pondérés par la part de chaque région dans le PIB total), l'union monétaire entre les pays membres de l'UA entraînerait une légère perte nette de bien-être. Pour toutes les régions, les échanges avec le reste de l'UA ne représentent qu'une petite part du PIB — généralement moins de 1 % —, ce qui porte à

Tableau 2

**Simulation d'une monnaie africaine unique**

Seuls le Marché commun de l'Afrique orientale et australe et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest gagneraient, en moyenne, à la création d'une monnaie africaine unique. Les communautés économiques régionales dont la politique budgétaire est plus rigoureuse — l'Union monétaire arabe, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Communauté du développement de l'Afrique australe — subiraient en moyenne une perte nette de bien-être.

	Gain net de bien-être (moyenne) <sup>1</sup>	Commerce avec le reste des pays de l'UA <sup>2</sup>	Proportion des pays gagnants de la communauté économique régionale
Union monétaire arabe	-0,11	0,21	0/3
Marché commun de l'Afrique orientale et australe	3,95	0,28	7/7
Communauté économique des États de l'Afrique centrale	-1,28	0,86	0/4
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	11,25	1,35	13/13
Communauté du développement de l'Afrique australe	-7,39	0,91	1/12
Gain net global <sup>3</sup>	-0,45		

Source : Masson and Pattillo (2004).

<sup>1</sup>En pourcentage de l'équivalent PIB.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB de la communauté économique régionale en question.

<sup>3</sup>Somme des gains nets régionaux, pondérée en fonction du PIB, en pourcentage du PIB total de l'Union africaine.

croire que les avantages d'une monnaie unique résultant d'une moindre tentation de procéder à des dépréciations «égoïstes» seraient très limités. En outre, sans une meilleure discipline budgétaire qui mettrait la banque centrale davantage à l'abri des pressions en faveur de la monétisation des déficits, la monnaie africaine commune ne conduirait ni à une inflation modérée, ni à un taux de change stable. Cette monnaie présenterait donc moins d'intérêt que certaines monnaies existantes, en particulier le rand sud-africain, le franc CFA et le pula du Botswana.

**À terme**

La création préalable de nouvelles unions monétaires qui regroupent des pays de régions prédéterminées présente un inconvénient majeur : ou bien les pays ne seront pas tous disposés à y entrer, ou bien les pays de chaque région ne seront guère incités à adapter leur politique à un code de pratiques optimales parce qu'ils partent du principe qu'aucune candidature ne sera rejetée. Dans le deuxième cas, il est fort probable que l'union monétaire créée sera instable et peu attrayante. Cela signifie-t-il qu'il n'existe aucun espoir d'amélioration des politiques et des structures institutionnelles en Afrique? Nous proposons deux autres solutions prometteuses qui valent la peine d'être approfondies.

La première, qui consiste en une expansion limitée des unions monétaires existantes, serait faisable; elle encouragerait vivement les pays membres existants à passer au crible la politique des candidats à l'adhésion. Face à l'absence de discipline budgétaire et de politique macroéconomique stable dans la plupart des pays, il est essentiel de mettre à profit l'objectif d'union monétaire pour inciter les pays à une plus grande discipline et à une meilleure gouvernance. Par ailleurs, le succès appelle le succès. Lorsqu'une union monétaire se développe en accueillant des pays dont la politique macroéconomique est stable, elle devient plus attrayante pour les autres pays.

Les deux unions monétaires qui existent aujourd'hui en Afrique — la zone franc CFA et la CMA — pourraient faire l'objet d'un élargissement sélectif à mesure que les pratiques des pays voisins convergent vers celles des membres, qui ont déjà une politique monétaire et une monnaie communes. La crédibilité de ces unions monétaires existantes gagnerait à l'inclusion de pays qui ont démontré leur attachement à une politique économique saine et leur capacité de la mettre en place en respectant des critères de convergence — en particulier dans le domaine budgétaire — pendant une période significative. Cette stratégie ne consisterait pas à abolir les unions monétaires et zones de change existantes, qui ont en général contribué à la stabilité de la région. Cependant, les possibilités d'expansion de la zone franc CFA et de la CMA seraient probablement limitées, parce que les pays membres potentiels ne seraient pas tous en mesure de démontrer une convergence suffisante.

Deuxièmement, le NEPAD — initiative parallèle au projet d'union monétaire — reconnaît que la pression de groupe en Afrique peut aider à la réalisation de ses objectifs, qui sont d'accélérer la croissance et d'améliorer la gouvernance et les politiques économiques. S'il est trop tôt pour juger de l'efficacité du NEPAD, celui-ci dispose du potentiel nécessaire pour s'attaquer aux causes les plus importantes des déficiences du processus décisionnel en Afrique. Une amélioration de la gouvernance et des politiques nationales faciliterait à son tour l'intégration économique régionale, notamment l'union monétaire. Faute de progrès dans ces domaines, une union monétaire africaine serait presque à coup sûr vouée à l'échec. ■

*Paul Masson est chargé de recherche et professeur adjoint à l'université de Toronto, et associé non résident à la Brookings Institution; Catherine Pattillo, économiste principale au FMI, est passée récemment du Département des études au Département Afrique du FMI.*

*Cet article s'inspire dans une large mesure d'un nouveau livre des auteurs, The Monetary Geography of Africa, publié par la Brookings Institution.*

**Bibliographie :**

Collier, Paul, 1991, "Africa's External Economic Relations, 1960–90," *African Affairs*, Vol. 90, p. 339–56.

Debrun, Xavier, Paul Masson, and Catherine Pattillo, 2002, "Monetary Unions in West Africa: Who Might Gain, Who Might Lose and Why?" IMF Working Paper 02/226 (Washington: International Monetary Fund).

Masson, Paul, and Catherine Pattillo, 2002, "Monetary Union in West Africa: An Agency of Restraint for Fiscal Policies?" *Journal of African Economies*, Vol. 11 (September), p. 387–412.

———, 2004, *The Monetary Geography of Africa* (Washington: Brookings Institution).

Mundell, Robert, 1961, "A Theory of Optimum Currency Areas," *American Economic Review*, Vol. 51 (September), p. 657–65.